

Georges Bensoussan : « Les Juifs de France se sont sentis trahis, et ils l'ont été »

ENTRETIEN. L'auteur des « Territoires perdus de la République » fut l'un des premiers à s'inquiéter, dès 2002, de la montée d'un nouvel antisémitisme.

Propos recueillis par [Samuel Dufay](#)

Publié le 20/10/2023 à 17h00



L'historien Georges Bensoussan, en 2021. © Hannah ASSOULINE/

Le Point : L'importation en France du conflit israélo-palestinien est souvent évoquée. N'a-t-elle pas eu lieu depuis longtemps ?

Georges Bensoussan : Il n'y a ici rien de nouveau. Le gouvernement semble découvrir tout à coup une réalité connue des Français depuis plus de vingt ans. Dire que le conflit est importé ne suffit pas à double titre : d'une part, parce qu'il manque à ce constat la désignation des responsables ; d'autre part, parce que ce qui est d'abord importé en France, bien avant le conflit, c'est l'islamisme. À certains égards, l'attaque d'Arras, le 13 octobre, a partie liée au conflit, parce que le Hamas avait décrété ce vendredi-là « jour de colère », incitant les musulmans à entrer en guerre contre leurs autorités de

tutelle, en particulier dans le monde occidental. En ce sens, cet assassinat est lié, même lointainement, au conflit israélo-palestinien parce que ce conflit est islamisé depuis un bon siècle, en dépit de la parenthèse nationaliste des années 1950-1975. Or cette islamisation est la cause première de l'impasse dans laquelle cet affrontement est aujourd'hui enfermé. L'islamisation n'envisage en effet aucun compromis. Elle est dans le « eux ou nous ». Il suffit de lire les textes du Hamas, à commencer par sa charte. Ils sont disponibles en français sur Internet. Tout y est écrit noir sur blanc. L'État d'Israël est tout entier une « colonie ». Il est tout entier illégitime et tout entier il devra disparaître. C'est le noyau central du conflit. Tout le reste n'est que diversion. Ce refus initial qu'on craint de mettre en lumière, et qu'on se refuse à condamner clairement, est à l'origine de tout le malheur de la région.

C'est-à-dire ?

On devrait souligner cette dissymétrie étonnante : les Juifs de France, qui ont souvent un lien charnel avec l'État d'Israël, dans lequel réside parfois une partie de leur famille, se gardent d'« importer le conflit ». En revanche, une partie de la jeunesse française d'origine immigrée, d'origine maghrébine en particulier, surjoue ici par la violence antijuive un conflit avec lequel elle n'entretient pas de relation personnelle. L'antisémitisme culturel du Maghreb a été importé en France par l'immigration. Il a pu s'atténuer dans certains milieux, quand il s'est exacerbé dans d'autres, en particulier quand la réponse à la modernité dans les milieux masculins les moins bien intégrés fut le ressentiment et la réislamisation. Le conflit du Proche-Orient n'est pas à l'origine de cet antisémitisme, il le réactive, de même qu'il aggrave depuis plus de vingt ans déjà le divorce entre la gauche et les Juifs.

Cette rupture vous surprend-elle ?

Ce lien s'est rompu avec la soudaine progression des actes antisémites en France, qui passent d'une centaine par an dans les années 1970-1990 à 600, à 700, à 800, voire à 900 certaines années depuis l'an 2000. À cette époque, la majeure partie de la gauche française n'a pas su réagir. Les Juifs de France se sont sentis trahis, et ils l'ont été en effet, par ceux dans lesquels ils avaient toujours mis leur confiance. Depuis l'affaire Dreyfus, le lien avec la République était pour eux une évidence. Mais ce divorce traduit une rupture bien plus ample, celle de cette partie de la gauche avec les classes populaires. De même que cette gauche-là, dite aussi « de gouvernement », a abandonné le social, et par voie de conséquence les classes populaires, au profit du sociétal, elle a abandonné pour des raisons évoquées plus haut le combat contre l'antisémitisme d'aujourd'hui. Elle n'a cessé de commémorer les morts de la Shoah pour mieux détourner son regard des tragédies du présent, d'Ilan Halimi à Sarah Halimi. Avec parfois la complicité silencieuse d'une petite partie de l'establishment israélite français.

La France a-t-elle encore les ressources morales et une volonté politique pour résister à cette nouvelle terreur ?

Aucune situation n'est perdue si le courage est au rendez-vous. Ce qui suppose de mettre des mots sur la violence qui nous est infligée, et en particulier sur le terrorisme d'un gauchisme culturel qui nous empêche de décrire le réel en brandissant l'accusation censée réduire l'adversaire au silence : « extrême droite ». Il y a deux combats à mener : celui du courage politique des élus de tous bords. Et celui du gauchisme culturel, qui structure une partie importante des médias comme de l'université. Tant que le monde du journalisme et celui de l'éducation, jusqu'à l'université, sera formaté par cet ordre moral et ce conformisme manichéen, nous ne verrons pas le bout du tunnel. Il nous reste à comprendre le sens de cette idéologie médiocre – dans laquelle s'insèrent la cancel culture et le wokisme –, si prégnante parmi ceux que Pierre Bourdieu aurait nommés avec justesse les « fractions dominées de la classe dominante ». Au lieu d'une condamnation morale, il nous faut comprendre en termes sociaux ce que cette pensée signifie.

Les Juifs sont-ils condamnés à ne se sentir en sécurité nulle part ?

L'idée que les Juifs ne seraient en sécurité nulle part est une idée dangereuse non seulement parce qu'elle pousse au désespoir, mais aussi parce qu'elle est la transposition laïque de l'élection divine : les Juifs seraient « le peuple élu de la haine universelle », comme le disait Léon Pinsker, en 1882. Si la haine est bien là, elle n'est pas universelle et elle sera d'autant mieux circonscrite qu'on mettra sur elle, pour la désigner, les mots justes, sans fard ni lâcheté. En nommant les assassins pour ce qu'ils sont : des assassins. Cela n'interdit pas d'interroger à frais nouveaux le sens de la haine antijuive. Il y a là, en effet, quelque chose de fécond qui permettrait d'élargir la réflexion sur le fonctionnement des sociétés modernes, en particulier des sociétés occidentales. Qu'est-ce qui dans le signifiant « juif » insupporte ? Ce peuple qui se fonde sur l'obéissance à la loi enseigne l'acceptation de la limite et la frustration. Nos sociétés ne sont-elles pas caractérisées précisément par l'incapacité d'accepter la frustration ?

En France, LFI renvoie dos à dos Israël et le Hamas. Pur calcul électoraliste ou reflet de convictions profondes ?

Il s'agit des deux, en vérité. La conviction profonde, c'est que la cause palestinienne est entourée d'un halo de romantisme, elle a pris le relais des grands mythes mobilisateurs d'hier. Avec à la clé une autre dimension, celle de la déculpabilisation liée aux protagonistes juifs. Double bénéfice renforcé de surcroît par cette idée qui participe de la vulgate de l'époque et qui veut que les victimes aient forcément raison, ce qui permet de ne pas interroger la responsabilité historique de chacun dans les drames qui les accablent. Ici, en l'occurrence, la responsabilité palestinienne sur le long terme dans ces tueries d'essence génocidaire. Or l'histoire longue de ce conflit n'est, hélas, guère connue du public français, sauf dans sa version manichéenne : un oppresseur colonialiste écrasant de sa force mécanique et de son arrogance la misère d'un peuple spolié de ses terres en 1948. Le règne de l'émotion dans lequel nous vivons du matin au soir ne veut pas prendre le risque de la connaissance. Parce que toute connaissance est un risque de reconnaissance, et aussi plus simplement parce que la connaissance historique est synonyme de désenchantement. Or l'historien est celui qui empêche de mythifier le monde. Oui, en effet, il peut y avoir des raisons électoralistes puisque l'idée court dans une partie de la gauche qu'elle devrait s'appuyer sur l'électorat nouveau apporté par l'immigration. En particulier, l'immigration musulmane. Un calcul politiquement naïf parce qu'une grande partie de cet électorat est conservateur en matière sociétale. Mais aussi un calcul cynique qui enferme les populations musulmanes dans une vision méprisante.

La distinction entre antisionisme et antisémitisme a-t-elle un sens aujourd'hui ? La cohabitation entre Israéliens et Palestiniens est-elle encore possible ?

La distinction antisémitisme/antisionisme avait toute sa raison d'être avant 1948. On pouvait être antisioniste sans être antisémite dès lors qu'on considérait que le sionisme était une utopie, voire une erreur funeste, et ce tant dans le monde juif que dans le monde non juif. Mais, une fois proclamé l'Etat d'Israël, l'antisionisme n'a plus sa raison d'être. Il n'existait que par rapport à un projet. Quand ce projet est devenu réalité, cette opposition de principe est devenue caduque. C'est pourquoi défendre l'antisionisme aujourd'hui n'a guère de sens sinon celui dénoncé très tôt par Léon Poliakov et Vladimir Jankélévitch, celui de pouvoir être antisémite sans être raciste, et même d'être « *antisémite démocratiquement* », comme le disait ce dernier avec beaucoup d'humour. Les crimes commis à Kfar Aza, à Beerli, sur les lieux de la rave-party, et ailleurs encore sont de même nature que les massacres des Tutsis perpétrés à la machette à partir du 7 avril 1994. De même nature génocidaire que les tueries antijuives de Kaunas, en 1941. Pourtant, Israéliens et Palestiniens seront toujours là à se faire face et à devoir vivre ensemble, ou du moins les uns à côté des autres après des tueries qui ont été célébrées dans les rues arabes par la distribution de friandises et de gâteaux. Pour envisager à nouveau de vivre ensemble, il faudra forcément en passer par l'énoncé des crimes, le récit de leur déroulé et leur jugement. Sinon il n'y aura ni justice ni cohabitation. D'autres peuples qui avaient traversé des épreuves épouvantables après lesquelles toute passerelle paraissait rompue ont réussi à cohabiter. Le réel a repris ses droits, c'est-à-dire la nécessité de vivre à côté de voisins que l'on n'a pas choisis.

Georges Bensoussan : « Les massacres de 1948 font partie de la mémoire collective des Israéliens »

ENTRETIEN. En rappelant les pogroms des années 1830, 1920-1930 et de 1948, l'historien Georges Bensoussan met en lumière les soubassements historiques et anthropologiques de la tragédie du 7 octobre 2023.

Propos recueillis par [François-Guillaume Lorrain](#)

Publié le 16/04/2024 à 08h00



Familles juives fuyant la Vieille Ville de Jérusalem, terrorisées après les émeutes sanglantes de la fin août 1929.

© Everett Collection / Aurimages

Si, à la demande de son directeur Dominique Reynié, l'historien Georges Bensoussan a rédigé pour la Fondapol une longue note sur les pogroms en Palestine avant la création de l'État d'Israël (1830-1948), c'est pour combattre la stupeur, le présentisme et « *la conviction répandue que le massacre du 7 octobre 2023 était inédit en matière de cruauté* ». Ses pages décrivent une litanie d'enfants décapités, d'hommes énucléés, qui débute il y a près de deux siècles. L'autre visée de cette note est de mettre en lumière « *les soubassements historiques et anthropologiques* » de cette tragédie.

Le Point : Vous examinez cinq pogroms, 1834, 1838, et ceux des années 1920-1930. Y a-t-il une continuité ou faut-il les distinguer ?

Georges Bensoussan : Les pogroms des années 1920-1930 s'inscrivent dans la lutte contre le sionisme, perçu comme un danger existentiel pour l'identité arabe de la Palestine. Sur ce plan, l'immigration juive du XX^e siècle est au cœur de la violence arabe. En même temps, elle n'en rend pas totalement compte. En effet, ce qui réunit ces différents massacres, c'est la figure méprisée du Juif, le *dhimmi* dominé sous la loi de l'islam mais qui entend s'émanciper de son statut pour s'ériger en sujet souverain et indépendant, par surcroît sur une terre décrétée musulmane pour l'éternité. Pour une conscience arabe et musulmane, c'était impensable à concevoir. Un siècle plus tard, la majorité du monde arabe a-t-elle évolué en la matière ?

Parmi les mobiles, il y a cet impensable de l'émancipation juive, l'antisémitisme, la montée en puissance de l'islamisme, mais quid de l'installation des Juifs en Palestine au fil des alyas, l'achat de terres à des propriétaires terriens arabes ?

Le nationalisme palestinien, qui se structure à partir de 1900, voit dans cette « invasion juive » une menace sur la nation arabe. Encore faut-il distinguer entre les élites arabes, souvent citadines et chrétiennes, premiers témoins de la forte immigration juive des années 1930 (un phénomène urbain), et des campagnes majoritairement musulmanes et analphabètes pour lesquelles l'élément juif est souvent quasi inexistant.

À destination de cette population, la propagande du mufti martèle que les Juifs reviennent en « Terre sainte » pour y détruire l'esplanade des Mosquées et construire à sa place le troisième Temple. Les ventes de terres sont bien plus réduites qu'on ne le pense. En 1948, les Juifs ne contrôlent que 7 % du territoire de la Palestine mandataire. Toutefois, a contrario des transactions foncières antérieures, ils mettent eux-mêmes en valeur les terres qu'ils achètent. Ce qui entraîne le départ des anciens exploitants, souvent de simples métayers. S'il n'y a là rien d'illégal, la colère, elle, est inévitable. Or, en dépit des interdictions répétées de vendre les terres, les vendeurs sont toujours plus nombreux. Aux yeux du personnel diplomatique européen, le mouvement national arabe se décrédibilise par la pratique d'un double langage qui honnit les vendeurs de terres en journée et qui, la nuit, vend lui-même au plus offrant. Et ce, jusqu'au sein de l'exécutif arabe.

À LIRE AUSSI [Jérusalem, le rêve d'une ville-monde](#)

En 1919 et 1920, la rencontre entre l'émir Fayçal et Chaïm Weizmann laisse entrevoir la possibilité d'une coopération judéo-arabe, l'émir envisageant favorablement la venue des Juifs en Palestine, deux ans après la déclaration Balfour sur un foyer national juif. Une commission de la conférence de Paris qui enquête sur les vœux des populations conclut qu'une majorité des Arabes de Palestine souhaite un rattachement au royaume arabe de Syrie. Une solution était donc envisageable avant les dérapages des années 1920 et 1930 ?

L'accord Fayçal-Weizmann fut un éphémère marché de dupes. Fayçal, qui avait besoin du soutien des Occidentaux, fait mine, début 1919, d'accepter le projet sioniste, pour revenir sur sa parole peu après. Si, entre Arabes et Juifs une solution territoriale est peut-être possible vers 1920 dans le cadre d'une Palestine qui s'étend des deux côtés du Jourdain (environ 100 000 kilomètres carrés), c'est moins vrai en 1922, à la suite du partage décidé par Londres qui détache les trois quarts du territoire palestinien situé à l'est du Jourdain afin d'y créer l'émirat (artificiel) de Transjordanie, ancêtre de la Jordanie actuelle.

Cette manœuvre plombe l'avenir de la Palestine et le futur des deux peuples qui se disputent le contrôle de la même terre, mais sur 28 000 kilomètres carrés désormais. En dehors du partage, plusieurs projets ont été évoqués dans les années 1930, dont un projet de cantonalisation de type helvétique, voire un projet d'État binational défendu par l'association juive Brit Shalom, fondée en 1925 mais qui finit par s'autodissoudre en 1933 faute d'interlocuteurs. Après 1945, surtout, des voix arabes dissidentes sont prêtes à dialoguer avec les Juifs, mais elles sont éliminées par [le clan du mufti](#). La terreur instaurée par le Hamas en Palestine s'inspire, en la perfectionnant, de la violence du clan Husseini, qui fait assassiner ou pousse à l'exil toute opposition.

À LIRE AUSSI [Nazisme et islamisme : les liaisons dangereuses](#)

Comment évaluer l'attitude des Anglais face aux émeutes déclenchées par les Arabes ?

Les Anglais soutiennent, surtout par opportunisme, la création d'un foyer national juif en 1917 (déclaration Balfour), qui légitime leur prise de contrôle de la Palestine et leur maintien. C'est le même opportunisme qui, lors des émeutes arabes en 1920, les conduit à détricoter la déclaration

Balfour, mais sans l'abroger. De là, un permanent mouvement de yo-yo qui les voit restreindre l'immigration juive dans les périodes de tension et la libérer (toujours partiellement) dans les périodes de calme. Jusqu'en 1938, où Londres se décide à casser la révolte arabe et à tarir son objet. C'est le livre blanc de mai 1939.

À part le courant évangélique, attaché au retour des Juifs dans leur terre patrie, la politique anglaise a louvoyé entre les deux adversaires pour finir par donner raison au plus puissant d'entre eux, la partie arabe. Contre Hitler, Londres le sait, les Juifs sont et seront toujours des alliés captifs.

À LIRE AUSSI **Deux ou trois choses à savoir sur la naissance d'Israël**

Vous soulignez la prise de conscience de la faiblesse de la Haganah face aux horreurs commises par les Arabes. Quel rôle celles-ci ont-elles joué dans la création de l'État d'Israël ?

Exacerbées par l'islamisation impulsée par le mufti de Jérusalem, les attaques arabes sont animées, à partir de 1936, d'une volonté d'éradication de toute présence juive sur ce territoire. En retour, la réaction des Juifs se radicalise. A fortiori à partir des affrontements judéo-arabes de décembre 1947, quand les milices arabes massacrent systématiquement les convois juifs tombés en embuscade, enfants compris. Ni blessés ni prisonniers. Les Juifs ont le sentiment de lutter pour leur survie. Dans la contre-offensive du début d'avril 1948, ils entendent ne pas laisser se constituer derrière leurs lignes une « cinquième colonne » (*sic*) pourvoyeuse de massacres futurs.

La [Nakba palestinienne](#) est incompréhensible si l'on ne prend pas en compte, dans la toile de fond de cette tragédie, cette volonté d'en finir avec une présence juive à laquelle aucune légitimité n'est reconnue. Le désastre actuel, y compris les milliers de morts de Gaza et son territoire en ruine, découle de ce refus initial d'accepter la présence côte à côte de deux États. À la lecture de la charte du Hamas, il semble irréductible. Partant, il n'a pas fini de générer du malheur.

À LIRE AUSSI **Israël, 7 octobre 2023 : heure par heure, le récit d'un crime historique**

Quelle trace ces pogroms ont-ils laissée dans la mémoire des Israéliens ?

Les pogroms de 1929, par leur caractère inouï de cruauté, sont ceux qui ont laissé le plus de traces dans la mémoire collective israélienne, et leur souvenir a été rappelé après [le 7 octobre](#). Les Israéliens qui connaissent leur histoire contemporaine connaissent les massacres exterminateurs de prisonniers (Al Qastal, 8 avril 1948, Kfar Etzion, 13 mai 1948) et celui du convoi sanitaire de Jérusalem (13 avril 1948).

[Si la débauche de cruauté du 7 octobre](#) les a frappés, elle ne les a pas forcément étonnés. Frappés par l'ampleur, mais aussi parce qu'elle ne concernait pas une communauté mais un État. Le télescopage entre le retour d'une certaine précarité existentielle juive au cœur de la souveraineté nationale israélienne fut sans doute ce qui a le plus choqué. Les faits les plus cruels – comme les photos prises par leurs meurtriers des cadavres juifs démembrés du convoi sanitaire d'avril 1948, puis reproduites et vendues sous forme de cartes postales à Jérusalem – sont inconnus du grand public occidental, mais ils font partie de la mémoire collective des Israéliens. C'est avec ces souvenirs que notre jugement se modèle. Et nous n'avons pas les mêmes souvenirs.

Israël-Palestine, un passé qui ne passe pas

Face aux idées reçues à propos du conflit israélo-palestinien, il faut rétablir quelques vérités historiques concernant la Nakba, le droit au retour ou les intentions génocidaires, explique l'historien Georges Bensoussan.

Publié le 03/06/2024 à 12h30

S'il faut demander aux Juifs de surmonter leur mémoire traumatique, pourquoi ne pas demander en même temps aux Palestiniens de se libérer de leur passé en renonçant à s'enkyster dans un statut de victime progressivement détaché de toute réalité. Car il n'y aura de retour pour personne, ni pour eux ni pour [le million de Juifs évincés ou chassés du monde arabe](#), dont 750 000 d'entre eux sont arrivés en Israël entre 1945 et 1970, spoliés de leurs biens et sans le secours d'un seul dollar des Nations unies.

Parce que ce passé ne passe pas, nous dit-on, il est nécessaire d'y faire retour. Sur les 750 000 Palestiniens de l'exode de 1948 (Nakba), 400 000 ont été chassés par les Israéliens. À l'issue de la guerre, en 1949, 80 % de ces réfugiés résidaient sur le territoire de l'ancienne Palestine mandataire, et il n'y avait donc aucune raison de les enfermer dans des camps de personnes déplacées. Au même moment, 24 millions de réfugiés allemands, hindous et pakistanais se retrouvaient errants eux aussi.

Aucun d'entre eux n'a plus aujourd'hui le statut de réfugié. De là cette situation, unique au monde, d'un statut de réfugié transmis héréditairement, des parents aux enfants. Ce caractère exceptionnel accordé à la question palestinienne l'érige en « question éternelle et sans solution ». Ce qui revient à dire que l'existence de l'État d'Israël est perpétuellement sous condition, provisoire et précaire *ad aeternam*. Une existence « tolérée » au regard de la Shoah, et une *tolérance* sur laquelle on pourrait revenir si l'État juif venait à « dépasser les bornes ».

L'amnésie fait tache d'huile

Dans le narratif arabe, la mémoire des Juifs du monde arabe a disparu, comme si les Israéliens n'étaient habités que par la seule mémoire de la Shoah, comme si l'État d'Israël s'était figé à l'heure du procès Eichmann en 1961. En oubliant que la moitié de la population israélienne d'aujourd'hui est constituée de descendants de Juifs arabes évincés (et spoliés pour beaucoup) de leurs patries de naissance.

Évoquer la Nakba sans un mot pour ces Israéliens originaires du monde arabe (ou leurs descendants) laisse entendre que les États arabes n'auraient aucune responsabilité dans le départ de ces antiques communautés présentes bien avant l'arrivée de l'islam. C'est penser que seuls les Arabes palestiniens auraient l'apanage d'une mémoire traumatique. [Or l'épuration ethnique des Juifs du monde arabe est pourtant une réalité reconnue](#), y compris même aujourd'hui par des Juifs antisionistes et sévères contempteurs de l'État d'Israël. « À la lumière des preuves récemment publiées par le Sénat irakien et par la police de l'époque, je pense qu'il est temps de repenser le sens de cet exode « volontaire ». « C'était une expulsion, note en avril 2024 l'universitaire d'extrême gauche [Zvi Ben-Dor Benite](#), d'origine irakienne. Il ne fait aucun doute que l'État d'Israël nouvellement créé a attiré les Juifs et conclu des accords au-dessus de leurs têtes. Mais l'Irak a quand même déporté ses Juifs. »

[Lire notre hors-série](#) Juifs et musulmans – Comprendre l'Histoire

[La Franco-Syrienne Rima Hassan](#), native de Syrie, à la grande « surprise » des opposants à la dictature syrienne, [comme Omar Youssef Souleimane](#), entre et sort librement de cet État ultrapolicier et militarisé. Cet étendard des droits de l'homme n'a visiblement aucune mémoire du calvaire enduré par les Juifs de son pays à l'époque de Hafez el-Assad. Toutefois, on n'en serait pas là si les Juifs avaient accepté de demeurer des *dhimmis*, comme le préconise l'article 31 de la charte du Hamas (adoptée le 18 août 1988), annulant, ce faisant, les réformes de l'empire ottoman de 1856.

À LIRE AUSSI [Rima Hassan : la Palestine, de l'Atlantique au Jourdain](#)

L'amnésie fait tache d'huile et occulte systématiquement, comme le note l'historien français Pierre Vermeren, que les États arabes « ont chassé ou vendu leurs Juifs nationaux [un million de personnes au départ], ce qui a doublé la population juive israélienne ». Tandis que ces mêmes pays arabes, ajoute-t-il, « trouvent normal que l'État hébreu héberge des millions d'Arabes palestiniens ». Une amnésie qui alimente [une stupéfiante inversion victimaire](#) quand la purification ethnique prêtée à l'État d'Israël est bel et bien une réalité du monde arabo-musulman d'hier et d'aujourd'hui, comme [lorsqu'en septembre 2023, dans une indifférence quasi générale, 120 000 Arméniens chrétiens du Haut-Karabakh étaient expulsés par l'Azerbaïdjan](#) d'une patrie où leur présence est attestée bien avant l'arrivée de l'islam.

L'islam intégriste qui préside aujourd'hui au rejet arabe donne paradoxalement toute sa signification au mouvement sioniste en tant que mouvement de « décolonisation » de la minorité juive par rapport au maître musulman, comme le montre la genèse de l'idée nationale juive dans la Palestine des années 1860-1914. Un mouvement de libération endogène d'une terre ancienne qui parle l'hébreu depuis trois mille ans, recouverte sous les strates byzantine, arabe et turque. La forme nationale prise par l'identité juive au XIX^e siècle ne pouvait s'enraciner que sur cette terre dont le nom, rappelé quotidiennement dans la liturgie, est au cœur le plus intime de l'être juif.

Ici, l'anticolonialisme a le visage du Juif dominé d'hier qui se rebelle contre le maître musulman. Il a la figure du révolté juif qui, s'avisant de parler d'égal à égal avec son ancien maître, fait vaciller l'équilibre du monde ancien. C'est ce « désordre » que la violence du 7 octobre 2023 est venue mater. On touche là au noyau anthropologique le plus profond de ce conflit, à l'impossibilité d'une partie importante des sociétés arabo-musulmanes d'accepter l'altérité sur un pied d'égalité. Et l'ironie est féroce qui voit ce combat mené par l'islam intégriste, aux antipodes de l'esprit des Lumières, travesti en lutte « progressiste » par une cohorte d'imbéciles.

Ici réside la continuité historique entre les violences d'hier et celles d'aujourd'hui, dans le refus d'une souveraineté des Juifs comme peuple sur cette terre et dans l'impossibilité de penser le compromis politique. La violence de 2023, c'était déjà celle du mois d'août 1929 qui laissa les contemporains « sidérés » (sic). « Parmi les tués, notait dans ses carnets le sénateur français Justin Godart, un instituteur de Tel-Aviv tué et gorge dépecée, un beau-père, fils du rabbin, faisait sa prière, on l'a scalpé et ôté cervelle, belle-mère coupé le ventre et retiré les intestins. » C'était en 1929, il y a 95 ans, dans une Palestine arabe prise sous la terreur du clan Hussein qui avait fait taire les voix arabes discordantes par une litanie d'assassinats. [Fondé en 1987, le Hamas](#), épigone des Frères musulmans égyptiens, est l'héritier de cette mouvance idéologique qui, à l'instar des Hussein de 1948, tient en coupe réglée une population qui étouffe. C'est là aussi le parallèle le plus frappant à 75 ans de distance.

À LIRE AUSSI [Gaza la rebelle, éternel cauchemar d'Israël](#)



Prisonniers juifs après la reddition du kibboutz Kfar Etzion, autour du 13 mai 1948. © Alamy Stock Photo / Abaca

Si « la Nakba est l'élément qui bloque tout », comme on le lit parfois, alors revenons sur le fil des événements des années 1947-1949, sans omettre la façon dont certains États arabes se sont alors vengés sur leurs minorités juives. Une Nakba (au sens de l'expulsion) inséparable des massacres du mois d'août 1929, 19 ans plus tôt à peine, qui hantent les mémoires de la société juive. Inséparable des massacres perpétrés dans les premiers mois de 1948, quand tous les membres des convois juifs tombés en embuscade, combattants et civils mêlés, adultes et enfants, sont massacrés. Inséparable du massacre le 8 avril 1948 de 50 prisonniers juifs après la mort du chef palestinien Abdel Kader al-Husseini, la veille du massacre commis par des troupes juives à Deir Yassin. Inséparable de l'extermination du convoi sanitaire du Maguen David Adom le 13 avril 1948 à la sortie de Jérusalem et du massacre de près de 150 combattants juifs du kibboutz Kfar Etzion, assassinés le 13 mai 1948, après leur reddition. « Toutes les localités juives tombées entre les mains arabes au cours de la guerre d'indépendance furent sans exception rayées de la carte et leurs habitants tués, arrêtés ou évadés, mais les armées arabes n'autorisèrent personne à rentrer chez soi après la guerre, rappelle Amos Oz. Dans les territoires conquis, les Arabes procédèrent à une “purification ethnique” bien plus radicale que celle que les Juifs pratiquèrent au même moment : des centaines de milliers d'Arabes prirent la fuite ou furent expulsés de l'État d'Israël, mais plus d'une centaine de milliers demeurèrent chez eux. En revanche, sur la rive occidentale du Jourdain et dans la bande de Gaza, sous domination jordanienne et égyptienne, il n'y avait plus un seul Juif. Leurs villages avaient été anéantis, les synagogues et les cimetières détruits. » La Nakba est aussi la conséquence de cette violence extrême qui a anéanti toute possibilité de coexistence.

Une sourde musique de mort

Aujourd'hui, c'est au nom des droits de l'homme que se tisse peu à peu une sourde musique de mort qui commence par nier le symbole des « mains ensanglantées » en le renvoyant benoîtement à l'expression « avoir du sang sur les mains ». En faisant mine d'oublier que cette photo, célèbre entre toutes, est celle du commissariat de police de Ramallah où, en octobre 2000, deux soldats israéliens ont été lynchés et écharpés à mains nues par des tueurs dont l'un montre à la foule réjouie le symbole de son crime. Une photo si célèbre qu'elle figure aujourd'hui dans l'exposition permanente du musée Yasser-Arafat à Ramallah, « parce que cette photo nous fait honte », me dit le directeur du musée en décembre 2021.

[L'accusation de génocide lancée contre l'État d'Israël](#) participe de cette musique de mort. Elle relève de la même inversion perverse qui faisait dire aux nazis que, le 5 septembre 1939, les Juifs avaient déclaré à l'Allemagne une guerre à mort à la suite des propos du président du Congrès sioniste mondial, Haïm Weizmann.

À LIRE AUSSI [De quoi l'accusation de génocide portée contre Israël est-elle le nom ?](#)

Pour preuve de l'intention génocidaire, on excipera des propos tenus par tel ou tel responsable israélien dans la foulée de la sidération générée par cette débauche de cruauté, on incriminera en particulier les propos du ministre de la Défense, Yoav Gallant, qui, dans sa conférence de presse tenue le 9 octobre 2023, deux jours après la découverte du massacre, parlait de « bêtes humaines » (« *Khayot Adam* ») à propos des habitants de la bande de Gaza. Cette expression courante en hébreu correspond au français « bêtes sauvages » que l'on utilise à propos d'individus sanguinaires. Faute d'une connaissance sérieuse de l'hébreu, d'aucuns ont littéralement traduit *Khayot Adam* par « animaux humains », manière de suggérer que Gallant voyait les Palestiniens comme les nazis voyaient les Juifs. « Quand on voit comment ils les rabattent, les pourchassent comme du gibier et les exécutent avec des hurlements de joie, notait l'écrivain David Grossman, je ne sais s'il faut les traiter de “bêtes sauvages”, mais, sans nul doute, ceux-là ont perdu figure humaine. »

À LIRE AUSSI [Simone Rodan-Benzaquen : « Les Palestiniens ne sont pas de simples victimes passives »](#)

Des propos génocidaires ? Il y en eut, en effet, mais ils ne choquent pas quand ils viennent des dirigeants du Hamas, à l'instar de Ghazi Hamad, membre du bureau politique du Hamas, qui déclare le 24 octobre 2023 à la télévision libanaise LBCI : « Israël est un pays qui n'a pas sa place sur notre sol. Nous devons éliminer ce pays, car il constitue un désastre sécuritaire, un désastre militaire et politique pour une nation arabe et islamique. Et il faut y mettre fin. [...] L'opération "Inondations Al Aqsa" n'est que la première fois, il y en aura une deuxième, puis une troisième et une quatrième. [...] Question : est-ce que cela signifie la destruction d'Israël ? Réponse : oui, bien sûr. L'existence d'Israël est illogique. »

« Il y aura d'autres 7 octobre [2023] jusqu'à ce qu'Israël disparaisse », renchérit le 1^{er} novembre 2023, depuis le Qatar, le chef politique du mouvement, Ismaïl Haniyeh.

Une intention génocidaire ? À l'évidence, oui. Elle figure noir sur blanc dans des textes que chacun peut consulter sur Internet et dont la lecture fait litière du mythe selon lequel le Hamas accepterait désormais un État palestinien dans les frontières de 1967 – sous-entendu, contrairement à Netanyahu. Il suffit de lire. C'est l'article 20 de la charte du Hamas (dans sa dernière version, celle de 2017) : « Le Hamas estime qu'aucune partie de la terre de Palestine ne devra faire l'objet de compromis ou de concessions. [...] Le Hamas rejette toute alternative à la libération complète et achevée de la Palestine, du fleuve à la mer. Cependant, sans revenir sur son rejet de l'entité sioniste et sans renoncer à aucun droit palestinien, le Hamas considère la création d'un État palestinien entièrement souverain et indépendant, avec Jérusalem comme capitale, selon les limites du 4 juin 1967, avec le retour des réfugiés et des déplacés vers les maisons d'où ils ont été expulsés, comme une formule de consensus national. » Un État dans les frontières de 1967 ne peut donc être qu'une étape.

[Lire aussi notre série](#) Pour en finir avec l'histoire d'amour entre gauche et terrorisme

Quant au droit international que l'État d'Israël est accusé de piétiner, la lecture de l'article 18 de la charte du Hamas remet les choses en place : « Les éléments suivants sont considérés comme nuls et non avenue : la déclaration de Balfour, le document du mandat britannique, la résolution des Nations unies sur la partition de la Palestine, et toutes les résolutions et les mesures qui en découlent ou s'y apparentent. La création d'« Israël » est entièrement illégale, contrevient aux droits inaliénables du peuple palestinien et va contre sa volonté et la volonté de la Oummah. »

Une avalanche de « leçons de morale »

L'État juif a perdu plus de 1 160 des siens en une journée, 9 000 personnes à l'échelle de la France, près de 40 000 à celle des États-Unis. Comment la France réagirait-elle ? Comment les États-Unis réagiraient-ils ? Auraient-ils l'un et l'autre pour premier souci de protéger les civils de l'ennemi ? Dès qu'il s'agit de l'État d'Israël, on assiste à une avalanche de « leçons de morale ». La clé de ce double standard et de la passion qui entoure ce conflit, la disproportion dans l'émotion par rapport à d'autres conflits plus meurtriers, la voici : l'existence de l'État d'Israël dérange l'économie psychique d'un monde occidental laïcisé mais héritier d'une conception chrétienne dans laquelle les Juifs, privés de souveraineté politique, figurent un peuple en exil et sorti de l'Histoire pour n'avoir pas su reconnaître le vrai Messie. C'est tout le sens de la théologie du « peuple témoin » développée par saint Augustin et c'est à cette aune que se comprend la porte fermée que le pape Pie X oppose le 25 janvier 1904 à Herzl venu lui demander son soutien. « La création d'Israël, tout en constituant un bien pour le peuple juif, n'a donc pas résolu le problème de l'antisémitisme, mais l'a simplement recréé sous une forme singulièrement insoluble », notait il y a quelques années l'historien britannique Hyam Maccoby. La vieille extrême droite française, elle, ne s'y est pas trompée. Dès après le 7 octobre 2023, elle sonnait l'hallali contre l'État juif dans un discours aussi violent que rassis de croyances anciennes.

Le 3 janvier 2024, Rivarol titrait « Gaza : le génocide se poursuit, la famine prend de l'ampleur et le monde entier laisse faire ».

Georges Bensoussan : « Les Juifs, interdits d'humour ? »

RIRE POUR RÉSISTER. Pour cet historien, dans le contexte du pogrom du 7 octobre 2023 et de la guerre, l'humour juif « agit comme une mise à distance de la tragédie ».

Propos recueillis par Valérie Toranian

Publié le 02/01/2025 à 17h00



Georges Bensoussan est notamment l'auteur de *Les Juifs du monde arabe. La question interdite* (Odile Jacob, 2017). © @ Hannah Assouline/opale.photo

Spécialiste de l'histoire culturelle des XIX^e et XX^e siècles, et particulièrement des mondes juifs, l'historien Georges Bensoussan s'étonne que l'on puisse remettre en question l'humour juif au prétexte de la guerre menée par Israël contre le Hamas, à la suite du pogrom commis le 7 octobre 2023.

Le Point : Que peut l'humour juif dans le contexte actuel de recrudescence de l'antisémitisme ? Peut-on en rire ? Beaucoup d'humoristes font silence...

Georges Bensoussan : Dans les situations de dangerosité extrême, l'humour juif agit comme une mise à distance de la tragédie. Cette « *politesse du désespoir* », pour reprendre les termes de [Chris Marker](#), constitue un anxiolytique naturel élaboré par le psychisme pour ne pas être submergé par l'angoisse et la perte. Dans le contexte d'un déchaînement de la déraison antisémite, c'est une forme d'hygiène de l'esprit que de rire d'une maladie où le social est intriqué au mental, et dont les effets oscillent entre le tragique et le grotesque. Car le discours de l'antisémitisme est un tissu de contradictions qui voit « le Juif » incarner à la fois le communisme et le capitalisme, figurer à la fois l'enracinement (Israël) et le nomadisme (le « cosmopolitisme juif »). Et balancer du slogan de 1930 – « *Les Juifs en Palestine !* » – à celui de 2024 : « *Les Juifs hors de Palestine !* » L'humour neutralise parfois, et un temps seulement, l'angoisse de mort d'une passion paranoïaque qui mobilise des peurs archaïques, et qui exhorte toujours, selon le mot de Theodor Adorno, « à aller jusqu'au bout de l'entreprise ». C'est dire en d'autres termes qu'il n'y a pas d'antisémitisme modéré. « *Ils ne nous pardonneront jamais le mal qu'ils nous ont fait* » : ces mots relatifs à la Shoah font écho à la lucidité de [Rousseau](#) fuyant à Genève, en 1762, les persécutions que lui vaut la publication de *l'Émile*, et qui écrit à l'archevêque de Paris,

Christophe de Beaumont : « *Le monde est plein de gens qui me haïssent à cause du mal qu'ils m'ont fait.* »

À LIRE AUSSI [La France à l'heure de l'antisémitisme décomplexé](#)

Dans le contexte actuel d'un antisémitisme désinhibé, l'humour (dit juif) prend à revers nos plus intimes sources d'angoisse et ramène toutes les croyances sous le soleil de la critique. Il bouscule les hiérarchies instituées et perturbe l'unanimité conformiste des ricanes qui s'aiment de haïr ensemble, ceux que [Philippe Muray](#) nommait les « *mutins de Panurge* ». C'est pourquoi les régimes totalitaires sont hermétiques à toute forme d'humour, à l'instar de ces croyances religieuses qui associent le rire au diable. En France, par exemple, le discours stalinien des années 1950, suivi quinze ans plus tard par l'engouement pour la « [révolution culturelle](#) » chinoise, furent radicalement étrangers à toute forme d'humour. On comprend que le camp du bien, cet « *esprit sain qui pue la connerie* » (Milan Kundera, *La Plaisanterie*), se trouve mal à l'aise face à la dérision, cette force qui montre l'imposture à l'œuvre derrière les postures vertueuses.

Le pogrom du 7 octobre 2023 et la guerre menée par Israël contre le Hamas rendent-ils les blagues juives déplacées ?

La question sous-entend que par cette guerre, l'État d'Israël aurait, d'une certaine façon, trahi « l'humour juif ». Par son « comportement guerrier », Israël se serait rendu indigne du signe juif tel qu'on l'aime entre gens de bonne compagnie, de sorte qu'aujourd'hui les « blagues juives » seraient déplacées face au malheur palestinien. Il y a dans cette formulation deux discours sous-jacents. En premier lieu, l'humour juif dont il est ici question est un signe de distinction, c'est l'humour ashkénaze et sa farandole de clichés entre Woody Allen et blagues yiddish. Il oppose en filigrane le « judaïsme de l'intelligence », diasporique et européen forcément (avec en toile de fond l'internationalisme révolutionnaire juif comme image d'Épinal), à celui du sionisme, forcément chauvin, plus ou moins bigot, et de forte coloration séfarade, au sens nord-africain. Une opposition tout entière contenue dans cette blague, prototype du racisme bon teint : « Ashkénaze optimiste cherche séfarade cultivé » (*sic*), une plaisanterie qui a fait s'esclaffer quantité de belles âmes de « gauche », promptes à dénoncer le racisme anti-arabe.

En second lieu, cette formulation sous-entend une autorisation de vivre en pointillé : vous avez le droit de vivre, mais à la condition de ne pas vous éloigner de la figure de victime vers laquelle va notre compassion. Il y a là quelque chose de plus vaste que l'humour *stricto sensu*. Cela revient à dire aux Israéliens (et donc aussi aux Juifs) : vous avez le droit de vivre, mais pas trop. Vous avez le droit de vous défendre, mais pas trop. Vous devez respecter une certaine proportionnalité, phrase étonnante que personne n'a entendue à propos des Alliés en guerre contre l'Irak de [Saddam Hussein](#) en 1990, contre [Daech à Mossoul en 2016](#), ni à propos des Alliés écrasant l'Allemagne sous les bombes en 1945, ni à propos des [Américains laminant le Japon](#) la même année. Qui s'est alors avisé de proportionnalité quand la disproportion est la condition de la victoire ? À sa façon, cette réflexion est en soi un moment d'humour quand elle dit aux Israéliens qu'ils ont le droit de se défendre, mais doivent veiller à ne pas être trop victorieux. Et qui soumet l'existence juive à certaines réserves quand, exerçant sa pleine souveraineté, elle prétend réduire au silence une organisation génocidaire qui avait promis de l'effacer de la surface de la Terre.

À LIRE AUSSI [Comment la guerre à Gaza déchire le monde de la culture aux États-Unis](#)

Israël interdit d'humour, cela signifie qu'un État juif souverain indispose les aires de civilisation nées du message biblique. Lesquelles tolèrent la guerre menée par l'État juif, mais sous certaines limites. Ces limitations subliminales à l'existence juive, personne ne les reconnaîtra jamais. Et surtout pas ceux des Juifs angoissés de ne plus appartenir à la doxa et qui s'empressent de prendre leurs distances avec le sionisme et l'État d'Israël, ces signes qui vous valent réprobation et vous ferment les portes de nombreux médias, en particulier ceux du secteur public. Avec « ce qui se passe à Gaza », comme ils

disent, Israël aurait trahi le seul judaïsme acceptable, celui qui vous vaut d'être admis dans le cercle des légitimes, le judaïsme diasporique de la Mitteleuropa, à mille lieues de la souveraineté militaire de l'État d'Israël. Les pères fondateurs du sionisme prévoyaient qu'il serait moins difficile de sortir les Juifs de la *Galout* (« exil ») que d'extirper la *Galout* de l'esprit des Juifs.

Comment s'exprime l'humour en Israël ? Netanyahu est-il une cible privilégiée des humoristes israéliens ?

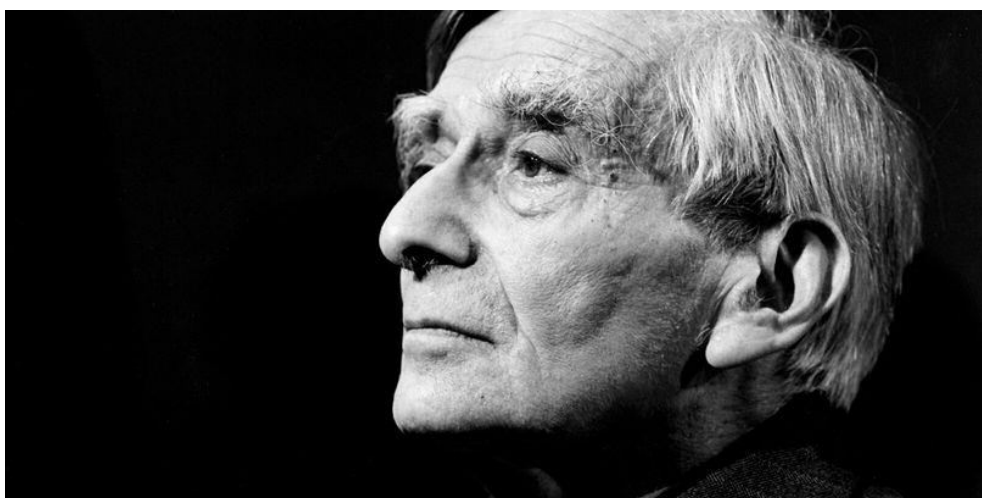
La société israélienne est une société d'immigration de Juifs venus de plus de 80 pays. Elle génère une hiérarchisation de la considération, ce que Mirabeau appelait, pour la France de l'Ancien Régime, une « *cascade de mépris* ». Du coup, le mépris dont sont victimes depuis la préhistoire de l'État juif les Juifs orientaux, en particulier marocains, transparaît dans l'humour israélien, généralement à leur détriment. Parallèlement, le puissant clivage entre religieux et laïcs donne lieu à de nombreuses parodies, en général au détriment des religieux. Enfin, l'humour prend souvent pour cible la solitude de l'État d'Israël, ce côté État paria, bien antérieur au 7 octobre 2023. Ce ne sont pas seulement les ennemis d'Israël qui sont les cibles de la moquerie, mais plus fréquemment, souvent avec drôlerie, leurs alliés progressistes, de l'université Harvard à [Judith Butler](#) ou [Bernie Sanders](#). Quant à Netanyahu et son gouvernement tout entier, en particulier le ministre [Ben-Gvir](#), ils sont moqués dans plusieurs émissions phares dont [Eretz Nehederet](#) (« Un pays merveilleux »). À cet égard, il existe en Israël une liberté de ton vis-à-vis de la classe politique qui étonnerait n'importe quel observateur français, comme le montrent les entretiens politiques, souvent brutaux et qui ne laissent aucune place à la langue de bois. La situation atypique d'Israël en a fait, comme on l'a souvent dit, le « Juif des nations ». De là une causticité et un esprit d'autodérision qui fonctionnent comme un paratonnerre à la tentation du désespoir.

L'antisionisme ou « la permission d'être antisémite », ce que disait Jankélévitch

Dès les années 1970, le philosophe Vladimir Jankélévitch voit dans l'hostilité à Israël un prétexte à la haine antisémite.

Par [Samuel Dufay](#)

Publié le 03/11/2023 à 13h30



Le philosophe Vladimir Jankélévitch (ici, en 1980) a développé une réflexion fondatrice sur les ressorts de l'antisionisme après la guerre des Six-Jours. © Louis MONIER/GAMMA RAPHO

De Jankélévitch des générations d'étudiants retiennent un vieil homme à la voix fluette et à la raie blanchie de notable de province, distillant des aphorismes lumineux sur la fugacité de l'existence, l'impondérable de la joie et le surgissement de l'avenir. Elles ignorent sans doute que ce « *passeur de l'ineffable* », selon la formule de sa biographe Françoise Schwab ([*Vladimir Jankélévitch. Le charme irrésistible du je-ne-sais-quoi*](#), Albin Michel), a aussi développé une réflexion fondatrice sur les ressorts de l'antisionisme.

La Seconde Guerre mondiale marque une rupture dans la vie de cet intellectuel issu d'une famille russe ashkénaze, révoqué de l'enseignement public par le régime de Vichy. Meurtri par le traumatisme de la Shoah, le professeur de philosophie morale à la Sorbonne se passionne pour les paradoxes de la conscience juive et apporte à Israël un soutien à la fois indéfectible et critique. C'est dans ce contexte qu'il ironise, dans *Pardonnez-moi* (1971), sur les nouveaux oripeaux de la haine antijuive après la guerre des Six-Jours : « *L'antisionisme est l'antisémitisme justifié, mis enfin à la portée de tous. Il est la permission d'être démocratiquement antisémite. Et si les Juifs étaient eux-mêmes des nazis ? Ce serait merveilleux.* »

À LIRE AUSSI [Jankélévitch, le grand professeur du siècle](#)

Nouvel âge idéologique. Une analyse complétée, en 1975, dans un texte paru dans la revue *Informations juives* : « *L'antisionisme est actuellement [l']alibi le plus redoutable, [le] camouflage le plus dangereux [de l'antisémitisme]. C'est l'aubaine inespérée, l'introuvable prétexte, la motivation providentielle ! Avoir le droit, et même le devoir, de haïr les Juifs dans l'incarnation que représente et résume Israël, il fallait y penser ! Tel est le trait de génie de la perversité antisémite : il permet de rassembler, de justifier tous les instincts nazis, et (ce qui est un comble) leur donne une légitimation "démocratique".* »

À LIRE AUSSI [L'antisionisme est bien un antisémitisme](#)

Cette intuition fera date. L'historien des idées Pierre-André Taguieff, qui a rencontré le philosophe, confie : « *Je lui dois, ainsi qu'à Léon Poliakov [auteur de *De l'antisionisme à l'antisémitisme*, en 1969, NDLR], de m'avoir fait comprendre pourquoi et comment, avec la diabolisation d'Israël et du sionisme, la haine des Juifs était entrée dans un nouvel âge idéologique et rhétorique. Désormais, les Juifs en tant que "sionistes" pouvaient être accusés d'être "racistes" ou "nazis", et non plus seulement "impérialistes" et "colonialistes".* » Ce sioniste de gauche a la lucidité de constater que la haine antijuive, au-delà de l'antisémitisme traditionnel, provient aussi d'une partie de son propre camp. « *Le déplacement vers la gauche du foyer principal de la haine des Juifs ne lui avait pas échappé* », se rappelle Pierre-André Taguieff.

Repères

31 août 1903 Naissance à Bourges

1922 Entre à Normale sup

1926 Reçu premier à l'agrégation de philosophie

Décembre 1940 Destitué de la fonction publique en vertu du « statut des Juifs » ; s'engage dans la Résistance

1949 « Traité des vertus »

1957 « Le Je-ne-sais-quoi et le Presque-rien »

1967 « Le Pardon »

1978 « Quelque part dans l'inachevé »

1981 « Le Paradoxe de la morale »

6 juin 1985 Décès

Volonté génocidaire. Dans sa barbarie insondable, l'actualité confirme, voire dépasse, les intuitions de Jankélévitch. Lui qui rétorquait aux « *sophistes de l'oubli* » que l'agonie des victimes de la Shoah durerait jusqu'à la fin du monde, qu'aurait-il dit des [massacres commis dans les kibboutz le 7 octobre](#) ?

Lui qui n'en finissait pas de méditer les mystères de la « *méchanceté gratuite* », qu'aurait-il pensé des étudiants arrachant, au nom de la lutte contre le « génocide » des Palestiniens, des autocollants représentant des bébés otages ? « *Cette actualité illustre ce qu'il aurait pu imaginer mais qu'il n'aurait pas voulu croire*, relève Françoise Schwab, éditrice de ses œuvres posthumes. *Nous avons assisté à une forme de pogrom manifestant une volonté génocidaire dont il avait la prémonition.* »

À LIRE AUSSI [Antisémitisme : le dégoût et la colère](#)

Mais la pensée de Jankélévitch ne se limite ni à la déploration ni à l'anticipation du malheur. Elle pointe les risques de l'enfermement dans un statut victimaire. « *La condition juive*, écrit-il, *n'est pas soumise à la fatalité ; l'avenir ne sera pas nécessairement la répétition de ce qui a été. Je crois que ce qu'il faut opposer à la "vocation minoritaire" c'est la haine de la fatalité* » (*L'Esprit de résistance*, 2015). À ses yeux, le salut d'Israël réside dans l'esprit de mouvement constitutif du judaïsme et source de tension créatrice.